



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 12 mars 2026

L'inflation a augmenté à 4,02 % en février, sortant de la fourchette cible Banque centrale du Mexique (3 % $\pm$ 1).

Après avoir atteint 3,79 % g.a. en janvier, l'inflation a continué à augmenter en février, atteignant son plus haut niveau depuis juin 2025.

LE CHIFFRE A
RETENIR

4,02 %

Taux d'inflation en février
2026

L'inflation sous-jacente, qui exclut de son calcul les prix des biens les plus volatils, est restée à un niveau proche de celui enregistré en janvier, passant de 4,52 % g.a. à 4,50 % g.a.. La composante sous-jacente a atteint un niveau élevé en ce début d'année suite aux ajustements fiscaux entrés en vigueur au 1^{er} janvier, conduisant à une hausse des prix des cigarettes et des boissons sucrées. Parmi les marchandises, la catégorie des aliments, boissons et tabac a enregistré la plus forte hausse en février (+6,20 % g.a.). La Banque centrale prévoit toutefois que l'effet des hausses d'impôts sera temporaire et réduit.

L'inflation non sous-jacente a de son côté rebondi en février, passant de 1,39 % g.a. à 2,44 % g.a., en raison de la hausse des prix des fruits et légumes. Les pressions sur l'inflation non sous-jacente pourraient par ailleurs augmenter dès le mois de mars en raison de la hausse des prix de l'énergie suite à l'éclatement du conflit au Moyen-Orient.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Le peso mexicain s'est déprécié face au dollar en début de semaine, dans un contexte de tensions géopolitiques accrues au Moyen-Orient et de forte hausse des prix du pétrole liée au blocage du détroit d'Ormuz. La devise s'est établie à 18,01 MXN pour 1 USD, contre 17,23 MXN une semaine plus tôt, soit une baisse de 4,5 %. Ce mouvement s'inscrit dans un renforcement plus large du dollar américain, soutenu par son statut de valeur refuge alors que les marchés réévaluent la durée potentielle du conflit régional. L'indice du dollar (DXY), qui mesure la performance du billet vert face à un panier de grandes devises, a ainsi progressé d'environ 0,50 % sur les cinq derniers jours (à date du mercredi 11 mars). Dans le même temps, les prix du pétrole ont fortement augmenté : le brut West Texas Intermediate (WTI) a atteint environ 88 USD par baril, les investisseurs intégrant le risque de perturbations de l'approvisionnement mondial. La fermeture du détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le commerce pétrolier international, alimente ces tensions sur les marchés de l'énergie. Les autorités iraniennes ont par ailleurs évoqué la possibilité d'une hausse du prix du baril jusqu'à 200 USD en cas d'escalade du conflit avec les États-Unis. Dans ce contexte, les analystes soulignent que l'incertitude entourant l'approvisionnement énergétique maintient une prime de risque élevée sur les marchés financiers et pèse sur les devises émergentes, dont le peso mexicain. Par ailleurs, les données d'inflation publiées aux États-Unis indiquent une hausse annuelle des prix à la consommation de 2,4 % le mois dernier, conforme aux anticipations. Toutefois, ces chiffres ne reflètent pas encore l'impact potentiel du renchérissement du pétrole, ce qui pourrait accentuer les pressions inflationnistes dans les prochains mois.

La création d'emplois formels au Mexique a atteint en février un niveau record, avec 182 778 nouveaux postes enregistrés auprès de l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS), portant le total des emplois affiliés à 22,7 millions. Sur un an, l'emploi formel progresse toutefois à un rythme modéré (+1,2 %), suggérant un marché du travail toujours dynamique mais en phase de normalisation après les fortes créations observées ces dernières années. Les emplois à durée indéterminée représentant près de 87 % du total. La performance de février contraste néanmoins avec un début d'année plus faible : sur les deux premiers mois de 2026, 174 674 emplois ont été créés au total, soit le niveau le plus bas pour cette période depuis 2014. Ce résultat s'explique par un mois de janvier marqué par des destructions nettes d'emplois, phénomène relativement fréquent en début d'année au Mexique en raison de la fin de contrats temporaires

liés aux fêtes de fin d'année. Les créations d'emplois ont été particulièrement dynamiques dans les secteurs des communications et transports (+11 %), du commerce (+3,9 %) et de l'électricité (+1,6 %). Sur le plan régional, la Ville de Mexico et l'État de Mexico enregistrent les hausses les plus marquées, avec des progressions supérieures à 4 % g.a.. En outre, le nombre d'employeurs enregistrés recule de 2,5 % sur un an, évolution attribuée par l'IMSS au renforcement des contrôles lors de l'ouverture de nouveaux registres patronaux.

Sectoriel

La révision de l'accord de libre-échange Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC) débutera le 16 mars à Washington par un premier round de négociations bilatérales entre les équipes économiques du Mexique et des Etats-Unis. À l'issue des consultations conduites par le ministère de l'Économie auprès des secteurs économiques nationaux, la position mexicaine s'articule autour de trois priorités : réduire la dépendance de l'Amérique du Nord vis-à-vis des importations extrarégionales, renforcer les règles d'origine et sécuriser les chaînes de valeur régionales. Selon les résultats des consultations publiques, 78,5 % des acteurs consultés se déclarent favorables au renouvellement du T-MEC. Cette posture reflète le degré élevé d'intégration économique entre le Mexique et les États-Unis : en 2025, les importations américaines en provenance du Mexique ont atteint 534,9 Md USD, soit 15,7 % du total, devant le Canada (11,2 %) et la Chine (9 %). Le gouvernement mexicain se montre toutefois ouvert à des ajustements ciblés visant à améliorer l'application du traité. Les échanges ont mis en avant la nécessité d'une meilleure harmonisation réglementaire dans les domaines techniques, sanitaires et environnementaux ainsi qu'une plus grande efficacité des procédures douanières. Sur le plan interne, les priorités apparaissent différenciées selon les territoires : compétitivité et efficacité logistique dans les États industriels du Nord, innovation et intégration des PME dans le centre du pays, et renforcement des infrastructures dans le Sud et le Sud-est.

Le gouvernement mexicain a annoncé le lancement d'un programme d'infrastructures routières doté d'environ 23 Md USD, associant financements publics et privés. Présenté par la présidente Claudia Sheinbaum, ce programme s'inscrit dans la stratégie nationale d'investissement mixte 2026-2030, ainsi que dans le Plan d'investissement en infrastructures pour le développement et le bien-être 2026-2030. Il prévoit la construction, ou la modernisation d'environ 5 000 km de routes et d'autoroutes, ainsi que des interventions sur 21 ponts (29 km). Le gouvernement a indiqué que ces investissements visent à renforcer la

connectivité territoriale, à réduire les temps de transport et, plus largement, à soutenir le développement régional et l'amélioration des conditions de vie.

Finances publiques

Le conflit au Moyen-Orient pourrait entraîner une perte de plus de 2 Md de recettes de l'Impôt spécial sur la production et les services (IEPS) au cours des six prochaines semaines d'après les estimations de BBVA. Le gouvernement a annoncé la semaine dernière qu'il pourrait recourir à un mécanisme de compensation fiscale destiné à contenir les répercussions de la hausse du prix du pétrole brut sur le coût du carburant. Si les prix dépassent un certain seuil, une subvention via l'Impôt spécial sur la production et les services (IEPS) pourra être activée afin de limiter l'augmentation du prix du carburant. D'après les économistes de BBVA, l'activation de ce mécanisme pourrait engendrer un coût pour les finances publiques de plus de 2 Md USD au cours des six prochaines semaines, période pendant laquelle le conflit en Iran pourrait se prolonger. Ces derniers ont toutefois estimé que le gouvernement pourrait également obtenir des recettes supplémentaires d'environ 3 Md USD, si le prix du pétrole brut se maintient à 75 USD le baril. Le cours du pétrole a dépassé les 100 USD ce lundi 9 mars, son plus haut niveau depuis mi-2022, avant de chuter ce mardi, reflétant un environnement très volatile.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	12/03/2026
Bourse (IPC)	-4,07%	28,80%	67 559,78 points
Change MXN/USD	0,73%	-11,75%	17,82
Change MXN/EUR	0,15%	-6,63%	20,53
Prix du baril mexicain	15,93%	29,65%	81,59

Amérique centrale

Belize

Le Premier ministre du Belize, John Briceño, a présenté au Parlement les orientations du budget 2026-2027, prévoyant près de 2 Md USD de dépenses dont plus de 600 M USD d'investissements publics, un niveau record destiné à **soutenir la croissance**. L'économie a progressé de 1,9 % en 2025 et pourrait atteindre 2,3 % en 2026, tandis que l'inflation est retombée à 1,1 % et que le chômage avoisine 2 %. Malgré ces indicateurs favorables, le coût de la vie demeure une préoccupation pour les ménages et la dette publique reste élevée, à environ 4,7 Md USD (66 % du PIB), majoritairement détenue par des créanciers étrangers.

Costa Rica

Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance de l'économie costaricienne à **3,8 % en 2026, selon les conclusions préliminaires de la consultation au titre de l'Article IV**. La croissance serait restée dynamique en 2025 à 4,6 %, portée par la solidité des exportations de biens — notamment ceux issus des zones franches. Elle devrait néanmoins se tasser en 2026 sous l'effet des nouveaux droits de douane et de la fermeture de certaines entreprises opérant dans ces zones franches. Par ailleurs, le FMI affirme que la règle budgétaire (qui limite les dépenses publiques lorsque la dette publique dépasse 60 % de PIB) aurait été clé dans la stabilisation des finances publiques. Il note cependant que le rétrécissement de l'assiette fiscale aurait limité l'efficacité de la politique budgétaire. Enfin, le FMI alerte sur le poids que fait peser la hausse de la criminalité dans le pays sur le tourisme, l'attraction des investissements étrangers et la demande intérieure.

En février 2026, l'inflation continue de s'inscrire en territoire négatif (-2,7 % g.a.), marquant le dixième mois consécutif d'inflation négative depuis avril 2025. Par rapport à janvier 2026, l'inflation a reculé de 0,2 points de pourcentage. Cela ferait donc 34 mois que l'inflation se situerait en dessous de la fourchette cible ($3\% \pm 1$) défini par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR). Dans ce contexte, le FMI aurait recommandé à la BCCR de baisser ses taux directeurs afin de stimuler la demande interne. Renforcer la gouvernance et la transparence de la BCCR pourrait également permettre de consolider son autonomie et sa crédibilité selon le FMI.

El Salvador

La dette publique du Salvador a dépassé 34 Md USD en janvier 2026, en hausse de 6,1 % sur un an, selon la Banque centrale de Réserve (BCR) du Salvador. L'encours atteint 34,06 Md USD, dont près de 32,2 Md USD pour le secteur public non financier, avec une part importante liée au système de pensions. Cette dynamique intervient alors que le pays est engagé dans un programme avec le FMI visant à stabiliser la trajectoire de la dette, dont le niveau dépasserait désormais les objectifs initialement fixés.

Guatemala

La croissance des envois de fonds des migrants guatémaltèques a ralenti à 5,8 % g.a. sur les deux premiers mois de 2026, après une hausse de 18,7 % en 2025 qui avait porté les remises à un niveau record de 25,5 Md USD, selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat). Les analystes attribuent cette décélération au durcissement de la politique migratoire américaine, à l'instauration d'un impôt de 1 % sur les transferts et à la hausse du coût de la vie aux États-Unis. Les *remesas*, qui représentent environ 20 % du PIB du Guatemala, constituent la principale source de devises du pays et un moteur important de la consommation.

Les autorités monétaires guatémaltèques anticipent une hausse de l'inflation en mars en raison de l'augmentation récente des prix des carburants, liée aux tensions géopolitiques sur le marché pétrolier, ont indiqué la Banque centrale du Guatemala. La hausse des prix de l'essence et du diesel devrait alimenter une hausse des coûts de production et les prix alimentaires, dans un contexte où l'inflation annuelle s'élevait à 1,56 % en février.

Honduras

Le gouvernement hondurien prévoit de réorganiser plus de 3 Md USD de prêts déjà signés mais non décaissés en raison de retards d'exécution des administrations précédentes, a indiqué le ministre des Finances Emilio Hércules. L'objectif est de réaffecter ces financements vers des projets d'investissement afin d'éviter le paiement de commissions pour non-utilisation et d'améliorer l'efficacité de la dépense publique. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie de relance économique et de rationalisation budgétaire, alors que l'exécutif prépare également une révision à la baisse du budget 2026.

Nicaragua

Les exportations du Nicaragua ont atteint 8,9 Md USD en 2025, en hausse de 1,19 Md USD sur un an, portées par la hausse des prix internationaux de l'or et du café ainsi que par l'augmentation des volumes de viande bovine exportés. Selon la Banque centrale du Nicaragua, cinq produits — or, café, viande, textiles et faisceaux automobiles — représentent toutefois près de 76 % des recettes d'exportation, illustrant la forte concentration de la structure exportatrice du pays.

Panama

Le Panama aurait atteint son plus haut taux de chômage en vingt ans (hors pandémie), s'établissant à 10,4% en septembre 2025, selon l'Institut National de Statistiques et de Recensement (INEC). Les jeunes de 15 à 29 ans seraient les plus touchés par le chômage (19,9 % du total de la population active), et près d'une jeune femme sur quatre serait sans emploi (25,4 % du total de la population active féminine). Dans la province de Bocas del Toro, le chômage aurait doublé en un an (7,2 % en 2024 contre 15,3 % en 2025), sous l'effet des manifestations sociales qui ont paralysé l'activité bananière et entraîné des licenciements massifs. L'emploi informel demeurerait élevé, représentant 47,1 % de l'emploi non agricole. Au total, plus d'un million de personnes se trouveraient au chômage ou dans l'emploi informel, soit près de 46 % de la population active.

De plus en plus d'entreprises internationales installeraient leur siège régional au Panama (+13 entreprises en 2025) grâce au régime « Sedes de Empresas Multinacionales » (SEM) selon le ministère du Commerce et des Industries (MICI). Le régime SEM est un dispositif spécial créé par le Panama en 2007, offrant des avantages pour les multinationales souhaitant y installer leur siège régional (avantages fiscaux, procédures migratoires simplifiées pour les cadres étrangers, cadre juridique spécifique, etc.). Le régime SEM compterait à ce jour plus de 180 multinationales installées au Panama et générerait plus de 10 000 emplois directs dans le pays. Il est prévu que ces 13 nouvelles entreprises génèrent des investissements à hauteur de 37,3 M USD pour le Panama. Par ailleurs, le MICI devrait prochainement présenter sa nouvelle « Stratégie nationale pour l'exportation des services modernes » (ENESM), qui viserait à diversifier l'offre exportable du pays afin de rendre le pays plus compétitif aux yeux des multinationales.

Le Panama et la Colombie pourraient définir dans les deux prochains mois le schéma d'appel d'offres pour le projet d'interconnexion électrique entre les deux pays, selon le ministère de la Présidence panaméen. Les discussions préalables

avec les autorités des « *comarcas indígenas* » (territoires autonomes administrés par les peuples autochtones du Panama), par lesquelles devrait passer le tracé de la ligne, devraient aboutir dans ce délai selon les autorités. Pour rappel, ce projet, estimé à 800 M USD, prévoit la construction d'une ligne électrique de 500 km et devrait permettre de renforcer la sécurité électrique régionale et de réduire les coûts de l'énergie localement. Les travaux devraient débuter cette année pour une mise en service envisagée à l'horizon 2029.

Caraïbes

Cuba

La compagnie aérienne française Air France a annoncé la suspension temporaire de ses liaisons entre Paris-Charles-de-Gaulle et La Havane à compter du 29 mars, en raison des difficultés d'approvisionnement en carburant à Cuba. Le dernier vol est prévu le 28 mars et, sous réserve d'une amélioration de la situation, la reprise des liaisons est envisagée à partir du 15 juin. Jusqu'à présent le transporteur assurait trois vols hebdomadaires vers la capitale cubaine. En raison de la pénurie de jet fuel sur l'île, ses appareils effectuaient déjà une escale technique aux Bahamas sur le trajet retour afin de se ravitailler. Les passagers concernés par les annulations seront contactés et pourront choisir entre un report de leur voyage, un remboursement ou un avoir. Air France rejoint ainsi plusieurs compagnies ayant récemment suspendu leurs liaisons avec Cuba, dont les russes Rossiya et Nordwind ainsi que les canadiennes Air Canada, WestJet et Air Transat. D'autres transporteurs ont également dû adapter leurs opérations en ajoutant des escales techniques pour s'approvisionner en carburant.

Cuba annonce le retrait de ses médecins en Jamaïque, suite à la décision de Kingston de mettre un terme à plus de cinquante années de coopération bilatérale dans le domaine de la santé, un dispositif qui mobilise actuellement 277 professionnels. Les autorités jamaïcaines ont indiqué que l'accord a été suspendu faute d'entente entre les deux gouvernements sur les nouvelles conditions de coopération technique, après l'expiration du précédent accord en février 2023. Elles ont aussi indiqué avoir proposé de poursuivre la coopération à condition que les médecins soient payés directement et puissent conserver leurs passeports, une offre restée sans réponse de la part des autorités cubaines. Selon l'agence Associated Press (AP), Kingston serait disposé à recruter des professionnels de santé cubains à titre individuel, à condition de respecter la réglementation locale. Une dizaine de pays, principalement dans les Caraïbes et

en Amérique centrale, ont récemment mis fin ou réduit leurs contrats avec Cuba pour l'accueil de médecins. L'exportation de services professionnels constitue l'une des trois principales sources de revenus en devises pour l'île, aux côtés du tourisme et des envois de fonds des Cubains vivant à l'étranger.

Dominique

Le tourisme à la Dominique aurait fortement progressé avec +13 % de visiteurs en 2025 par rapport à 2024 et +49 % par rapport à 2019, selon le ministère du Tourisme. Au total, le tourisme aurait généré 150 M USD de dépenses directes en 2025, soit environ 17,5 % du PIB. Les autorités estiment que la contribution du secteur pourrait se rapprocher de 370 M USD à mesure que de grands projets touristiques entreront en service, notamment le nouvel aéroport international à Wesley.

Haïti

Le bureau en Haïti du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a présenté les résultats de son enquête sur la gouvernance et la corruption, cette dernière étant estimée « très élevée » par 92 % des répondants. Dans les quatre groupes interrogés, trois d'entre eux (ménages, entreprises, élus et fonctionnaires) attribuent majoritairement l'initiation des actes de corruption aux employés de l'Etat. De leur côté, 58 % des ONG estiment que la corruption est initiée par l'autre partie. Les entreprises interrogées soulignent l'importance d'un environnement institutionnel stable et de la lutte contre la corruption, malgré le fait que 92 % des sollicitations de corruption de la part d'entreprises ont obtenu une réponse positive. En effet, 82 % des entreprises estiment que la corruption augmente leurs coûts. Elles sont également 90 % à estimer que la corruption affecte la compétitivité et la croissance dans le secteur privé. Si le rapport du PNUD propose des mesures à mettre en place au niveau de l'Etat, il appelle aussi les plus de 42 % d'entreprises n'ayant pas de politique officielle contre la corruption à en formaliser une.

Jamaïque

Les envois de fonds de la diaspora jamaïcaine (*remittances*) auraient atteint 3,5 Md USD en 2025, soit une augmentation de 3,8 % par rapport à 2024, selon la Banque de Jamaïque (BoJ). Cette hausse resterait toutefois bien moins importante que durant la pandémie. L'ouragan Melissa survenu en octobre 2025 aurait pesé sur ces envois, les dégâts ayant perturbé les réseaux informels de transfert utilisés par la diaspora. Les flux proviendraient majoritairement des Etats-Unis (66,6 %), du Royaume Uni (12,5 %) et du Canada (8,9 %). Ces transferts constituent une

source essentielle de devises étrangères en Jamaïque puisqu'elles représentaient 15,3 % du PIB en 2024.

République Dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) alerte sur l'incertitude croissante dans laquelle évolue l'économie dominicaine. En effet, cette incertitude serait la conséquence directe de l'incertitude de la politique économique des Etats-Unis, dont l'indice est passé de 240 points en fin janvier à 786 points en fin février. La situation économique des Etats-Unis, en tant que premier partenaire commercial de la République dominicaine (42 % des échanges en 2024) et premier investisseur étranger (26 % des IDE en 2024), pourrait donc avoir de grandes conséquences sur l'économie dominicaine. Cependant, la BCRD se montre optimiste et continue de projeter une croissance à 4 % pour 2026 et un retour de l'inflation au niveau de la cible (4 %) d'ici à la fin de l'année. L'autorité monétaire invoque notamment le caractère à la fois global et temporaire des droits de douane avec des conséquences qui sembleraient limitées sur les exportations dominicaines. L'incertitude monétaire liée aux tensions entre l'administration Trump et la Réserve fédérale aurait par ailleurs plutôt bénéficié au peso dominicain qui s'est apprécié par rapport au dollar américain sur les dernières semaines (1 USD valait 59,7 DOP le 1er mars contre 62,9 DOP un mois auparavant). L'incertitude principale qui demeure est celle issue du conflit au Moyen-Orient et de ses conséquences sur les prix de l'énergie.

Le conflit au Moyen-Orient risquerait d'avoir un impact considérable sur la balance courante et sur les finances publiques de la République dominicaine. En effet, l'augmentation du cours du baril de pétrole WTI, passé de 67,4 USD à la fermeture des marchés le 26 février à 97,8 USD à l'ouverture ce lundi 9 mars, risquerait de faire augmenter la facture pétrolière du pays, qui a importé 81,8 % de ses hydrocarbures des Etats-Unis lors des trois premiers trimestres 2025. Selon les estimations de la BCRD, cette facture augmenterait d'environ 63,4 M USD pour chaque augmentation de 1 USD du cours du baril. Ainsi, si le cours venait à augmenter en moyenne de 10 USD par rapport aux estimations initiales, le déficit courant, initialement estimé à 1,1 % du PIB pour 2026, pourrait augmenter de 0,48 points de PIB. Mais cet impact sur le déficit courant ne serait pas inéluctable du fait de la hausse en parallèle des cours de l'or, valeur refuge et métal noble très exporté par la République dominicaine (15,1 % des exportations en 2025). Selon la BCRD, dans l'hypothèse d'une augmentation moyenne de 10 USD du cours du baril, un prix moyen de l'once troy d'or de 5 405 USD permettrait de maintenir la projection initiale d'un déficit courant à 1,1% du PIB. En revanche, l'impact sur les finances publiques, lui, serait plus probable du fait des subventions hebdomadaires aux hydrocarbures pour geler les prix du pétrole et stabiliser ceux du gaz de pétrole liquéfié. Ces subventions, initialement prévues à 134,4 M USD

dans le budget 2026, pourraient atteindre les 336 M USD si le baril venait à dépasser durablement les 100 USD.

Sainte-Lucie

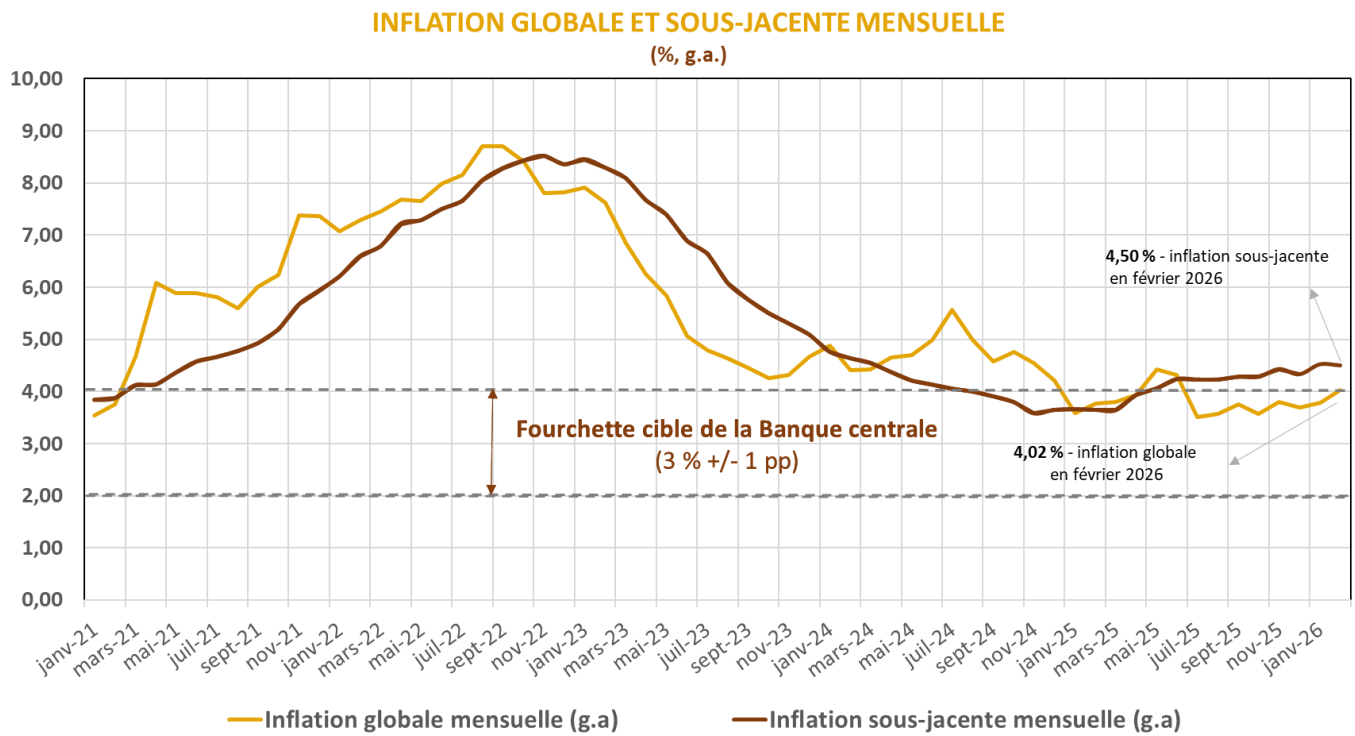
Le gouvernement de Sainte-Lucie aurait sollicité un prêt de 22,8 M USD auprès de la Banque de développement des Caraïbes (BDC) afin de moderniser les infrastructures d’approvisionnement en eau. L’emprunt doit encore être autorisé par le Parlement avant la signature. Ce financement servirait principalement à remplacer 5 km de conduites d’eau défaillantes reliant le barrage John Compton, principale source d’approvisionnement du Nord de l’île. Cela s’inscrirait dans le cadre du programme d’investissement « Ninth Water Project » de 61,6 M USD qui vise à renforcer la sécurité hydrique du pays, enclin aux pénuries d’eau.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

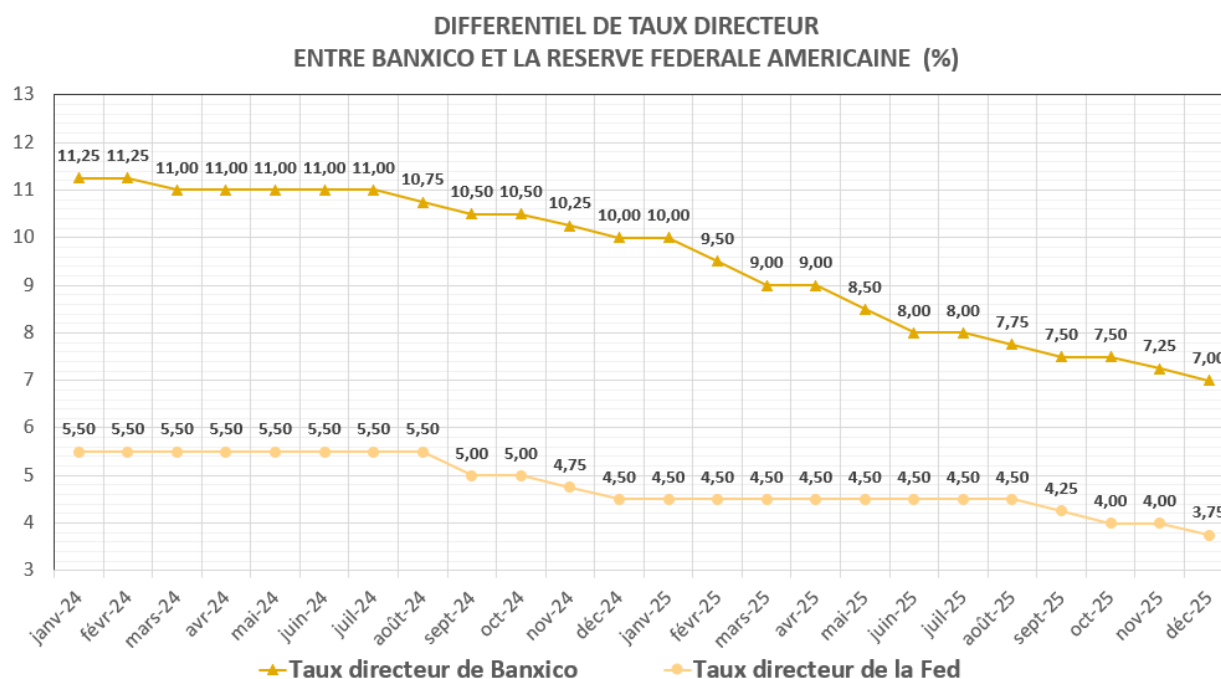
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

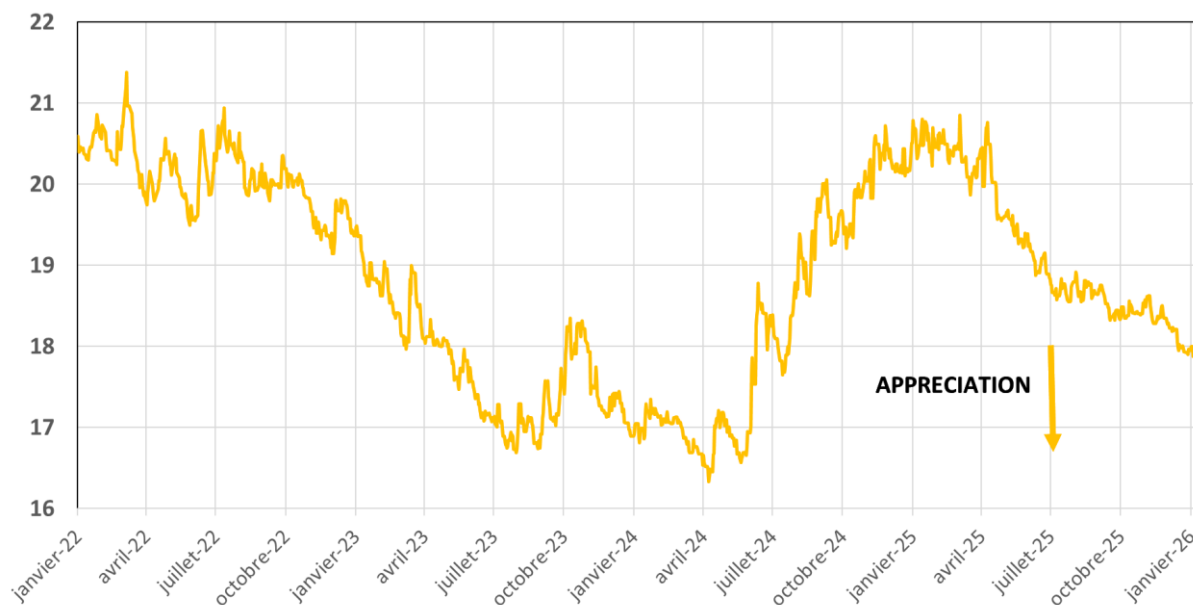
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

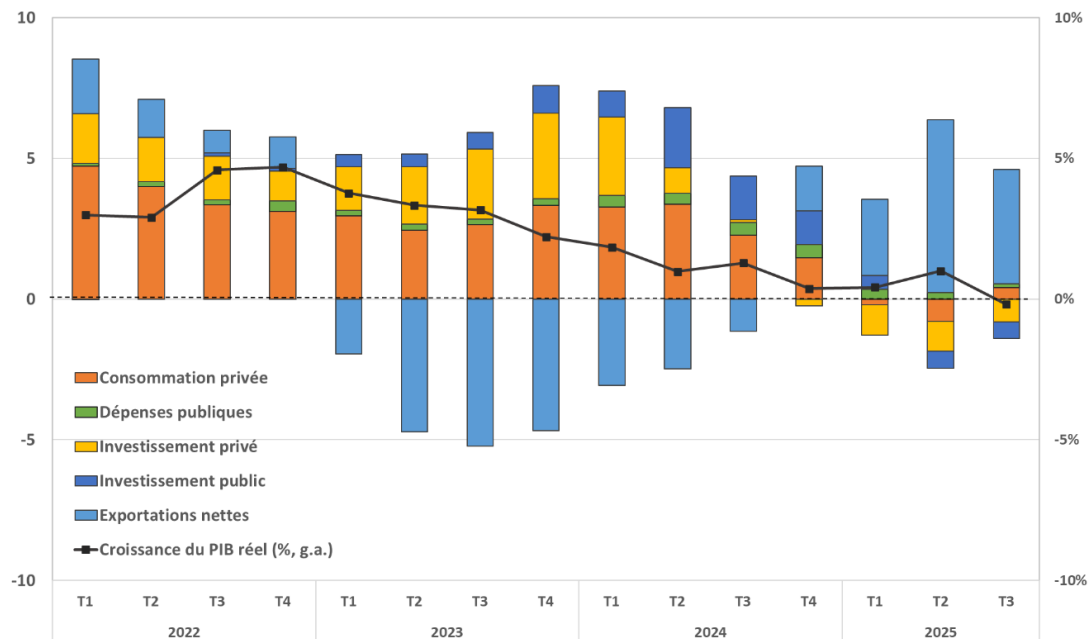
(MXN/USD)



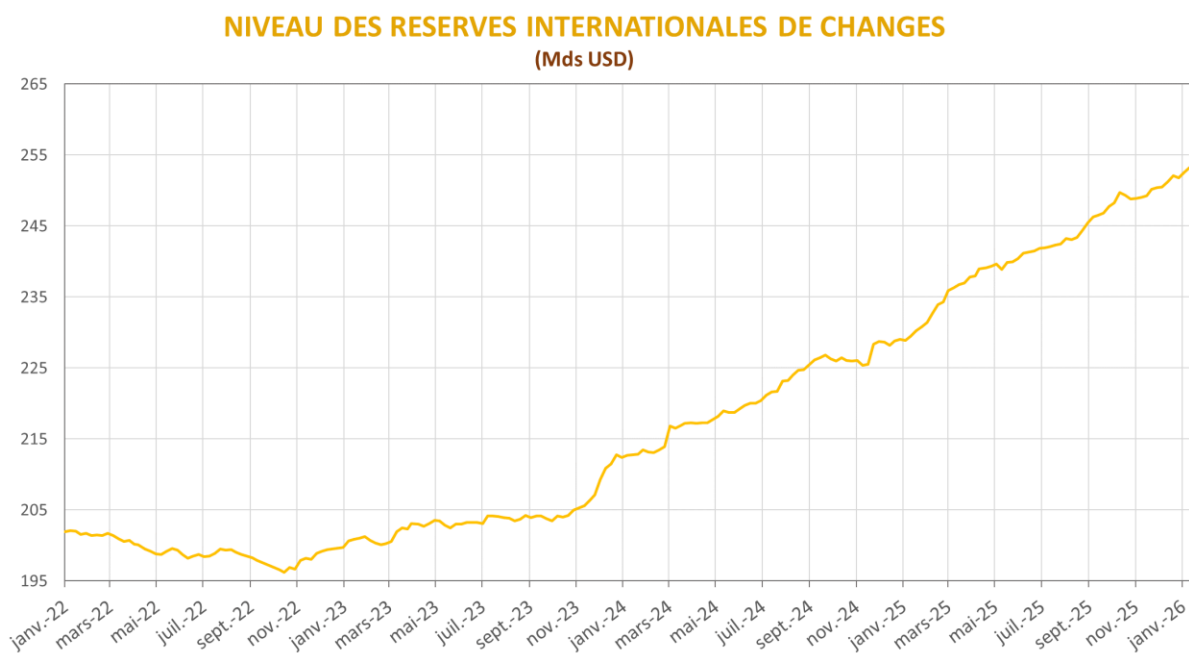
Source : Banque centrale du Mexique

PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : [Source](#) : Banque centrale du Mexique



Source : [Banque centrale du Mexique](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr